En hausse

RYANAIR – La compagnie aérienne irlandaise à bas coûts a annoncé, sur l'exercice achevé au 31 mars, un bénéfice net annuel record de 503 millions d'euros, en hausse de 25 % sur un an, en dépit de la hausse des prix du carburant et du contexte économique difficile en Europe.

En baisse

TECHNOLOGIE – Le producteur de matériaux semi-conducteurs Soitec a annoncé, lundi 21 mai, une perte nette de 56,3 millions d'euros pour son exercice annuel 2011-2012 clos fin mars, ainsi qu'une perte opérationnelle courante de 45,8 millions d'euros. – *(AFP.)*

Les cours du jour (21/05/12, 09 h 48)

EURO	1 euro	**1,2778** dollar (achat)
OR	Once d'or	**1589,5** dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	**91,99** dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	**2,88** (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	**1,76** (à dix ans)

La Grèce empoisonne le Crédit agricole

Les caisses régionales ont signifié à la direction de la banque leurs craintes de devoir recapitaliser l'établissement

C'est une assemblée générale sous haute tension qui s'annonce pour Crédit agricole SA (CASA), la partie cotée en Bourse de la Banque verte, mardi 22 mai, au Carrousel du Louvre, à Paris.

L'aggravation de la crise grecque fait, en effet, planer la menace d'un surcoût financier majeur pour le groupe coopératif, au-delà des 6 milliards d'euros déjà perdus dans l'embrasement d'Athènes. Le Crédit agricole y possède, depuis 2006, une filiale, Emporiki, la cinquième banque du pays, très exposée à la dégradation des finances publiques et privées grecques.

En Bourse, CASA vaut désormais 7,5 milliards d'euros, c'est-à-dire moins, à titre d'exemple, que les seuls titres qu'il détient dans les caisses régionales (une dizaine de milliards d'euros). Un plancher jamais atteint par le passé, en onze ans de cotation. Sa valeur boursière ne reflète plus la véritable valeur de ses actifs, mais l'incertitude sur son avenir.

Il y a un peu moins d'un mois, la banque décentralisée a été le théâtre, dans le secret de ses bureaux cossus parisiens, d'une passe d'armes entre les dirigeants du groupe – Jean-Marie Sander président, et Jean-Paul Chifflet, directeur général –, et leur actionnaire majoritaire, les caisses régionales.

Ancrées sur le territoire et centrées sur le financement de l'économie française (entreprises et ménages), celles-ci incarnent à la fois l'âme du groupe et sa puissance financière. Ce sont elles qui détiennent sa richesse et de là, le pouvoir politique : représentées par la Fédération nationale du Crédit agricole, elles possèdent 54 % du capital de CASA. Inquiètes face à la tournure des événements en Grèce, où le Crédit agricole est, à travers Emporiki, la plus exposée des banques européennes, les caisses régionales ont vertement exprimé leur crainte de devoir recapitaliser le groupe, si la situation empirait.

Elles souhaitaient savoir où allait le groupe et quel était son plan pour circonscrire le risque grec, confie une source interne, alors qu'Emporiki, dont le Crédit agricole cherche à se débarrasser depuis deux ans, ne peut être vendue. *« C'est un coup de chaud dont le Crédit agricole est coutumier, à chaque fois qu'une grave difficulté survient. Tout se règle entre soi, hors du champ des caméras. C'est un univers éminemment politique*, analyse un témoin des événements. *Les caisses régionales savent que MM. Chifflet et Sander ont hérité des choix de leurs prédécesseurs. Il n'y a ni projet de putsch ni projet alternatif, juste la volonté de préserver leurs intérêts. »*

La banque Emporiki (ici à Athènes), filiale dont le Crédit agricole cherche à se débarrasser depuis deux ans, ne peut être vendue. ARIS MESSINIS/AFP

Or, sur ce point, l'horizon est noir. Les dirigeants du Crédit agricole ont étudié, depuis 2010, tous les scénarii pour se sortir du guêpier grec, et conclu qu'il n'y avait pas d'échappatoire.

La Banque verte ne peut céder Emporiki ni envisager de se retirer brutalement de Grèce ainsi qu'elle l'avait fait en Argentine, lors de la crise financière de 2001-2002, provoquant la polémique. Tout juste peut-elle tenter d'y réduire encore son exposition, ainsi qu'elle l'a fait depuis deux ans.

Inenvisageable il y a encore six mois, la sortie de la Grèce de la zone euro fait désormais partie des hypothèses de travail des patrons de CASA. Et, dans ce cas extrême, auquel M. Chifflet ne croit pas, mais qu'il doit envisager, l'addition serait salée.

Le groupe coopératif devrait d'abord renoncer, en sus des 6 milliards déjà abandonnés, à son investissement actuel dans Emporiki, soit à 5,2 milliards d'euros supplémentaires (4,6 milliards de crédits de trésorerie et 600 millions de capital). Le risque financier est, en effet, d'abord un risque de trésorerie, la valeur de sa filiale grecque ayant été passée à zéro dans les comptes de sa maison mère.

Mais, en cas de scénario catastrophe, à ces 5,2 milliards d'euros viendraient s'ajouter d'inévitables pertes sur le stock de crédits à l'économie grecque d'Emporiki, que ménages et entreprises peineraient à rembourser. Le Crédit agricole ne divulgue aucune estimation, *« totalement prématurée »*, fait valoir un porte-parole, mais les analystes commencent à livrer les leurs, au doigt mouillé. Une perte de 50 % sur son encours de prêts en Grèce (33 milliards d'euros de crédits en données brutes ; 19 milliards environ en net, après prise en compte de provisions constituées par la banque) entraînerait une perte de 9,5 milliards d'euros... Un calcul à ce jour purement hypothétique.

« Pas de risque mortel »

La direction se veut rassurante. Le coup d'une sortie de la Grèce serait rude s'il intervenait mais aisément absorbable. Les conséquences seraient gérées en étroite coordination avec les autorités grecques et françaises.

« La Grèce n'est pas un risque mortel pour le Crédit agricole, elle ne le mettra pas en péril, loin s'en faut, mais nécessitera une recapitalisation, ce qui serait fait », renchérit un proche de la direction. Avant de tempérer : *« Une telle option n'est pas encore à l'ordre du jour... »*

L'état-major de la banque souligne la capacité des caisses régionales à soutenir le groupe, elles qui réalisent des profits d'environ 4 milliards d'euros par an, dont 85 % sont mis en réserve. Crédit agricole SA totalise 50 milliards d'euros de fonds propres. Par ailleurs, assure un porte-parole, Emporiki n'a subi aucun retrait de dépôts notable, ces derniers jours.

L'analyse des dirigeants est corroborée par les autorités de tutelle françaises, au premier rang desquelles l'Autorité de contrôle prudentielle (ACP). Son président, Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, a assuré, le 14 mai, que les banques françaises résisteraient toutes au pire scénario en Grèce. *« Cette déclaration inclut le Crédit agricole »*, précise la Banque de France. ■

ANNE MICHEL

Les rémunérations des dirigeants sous pression

Alors que le sujet des rémunérations des dirigeants enflamme les assemblées générales des banques au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, celles des dirigeants du Crédit agricole feront-elles débat, lors de l'assemblée générale de mardi 22 mai ?

Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit agricole SA, a perçu 1,3 million d'euros en 2011, incluant salaire, part variable, jetons de présence et avantages en nature, après 889 731 euros en 2010. Pour l'année 2012, le conseil d'administration a décidé *« d'ajuster les rémunérations variables des mandataires sociaux par rapport aux montants prévus initialement. »* M. Chifflet percevra donc une part variable de 420 000 euros, en baisse de 36 % par rapport à l'attribution d'origine, précise le groupe. S'y ajoutera une rémunération différée potentielle de 90 000 euros, selon l'évolution du cours de Bourse.

Un Argentin à Athènes : « Ici, la crise, c'est toujours la faute de quelqu'un d'autre »

Un cadre d'un grand groupe de distribution, qui a vécu à Buenos Aires, compare la situation grecque, où il vit aujourd'hui, à ce qu'a connu l'Argentine

Athènes
Envoyée spéciale

Quand Juan Rodriguez arrive à Athènes, en mai 2009, il éprouve un sentiment de *« déjà-vu »*. Salarié expatrié d'un grand groupe de distribution, ce jeune homme spécialisé dans la finance a passé quatre ans à Buenos Aires. De 1999 à 2003, il a vécu la descente aux enfers et la renaissance de son pays déclaré en faillite en 2002. A ce titre, l'Argentine reste la référence de la banqueroute d'Etat, le « benchmark » absolu pour la Grèce. *« Il y a beaucoup de ressemblances »*, reconnaît Juan.

A Athènes, au début, il pense, un peu comme tout le monde, qu'il ne s'agit *« que »* d'une crise. Mais très vite, lorsque le gouvernement dévoile un déficit plus élevé que prévu, ce père de famille voit que les choses dérapent. Au premier plan de sauvetage, en mai 2010, il sait. Dans son entreprise, *« les gens posaient plein de questions. J'avais beaucoup d'empathie. La faillite de l'Argentine a été un moment très douloureux, dramatique parfois »*, se souvient-il.

Juan se souvient encore des premières rumeurs qui poussaient les Argentins à retirer leurs économies des banques, de l'irresponsabilité des politiques, de l'instabilité, du chaos. Fin 2001, quand les choses ont vraiment mal tourné, le président Fernando de la Rua a démissionné. *« Et s'est échappé en hélicoptère du toit de la Casa Rosada ! »*, rappelle-t-il. Les gens étaient en colère. Ils sortaient dans les rues en tapant sur des casseroles, raconte-t-il.

Le pays a vécu un enfer

La crise argentine s'est déroulée en plusieurs étapes, les souvenirs de Juan sont parfois confus, mais il se souvient très bien de ce jour où le pays a annoncé officiellement qu'il n'honorerait pas ses dettes et que le peso ne serait plus arrimé au dollar. *« Tout d'un coup l'Argentine a été coupée du reste du monde. »*

Le pays a fait l'objet de sanctions, les produits importés sont devenus introuvables ou hors de prix. Parmi eux, des médicaments, des équipements pour les hôpitaux, dit-il. La crise économique s'est mêlée à l'instabilité politique. Pendant des semaines, le pays a vécu un enfer. Les magasins, petits ou grands, étaient pillés. Juan se souvient encore des images de ces petits commerçants en pleurs à la télévision.

Et puis, peu à peu, les choses sont rentrées dans l'ordre. Dans les supermarchés de son groupe, les quelques produits importés ont été remplacés par des produits locaux. L'industrie textile, qui avait disparu, a resurgi à l'initiative de jeunes entrepreneurs. Les exportations de matières premières, comme le soja, ont permis à l'économie de repartir.

La crise a même eu des bons côtés. Juan, qui venait d'acheter un appartement à Buenos Aires, a vu son emprunt immobilier fondre : ses dettes ont été converties en pesos à un taux plus favorable que son salaire.

Pas de quoi, toutefois, faire rêver les Grecs. *« Les choses pourraient bien ne pas finir de la même manière »*, pense-t-il. A ses yeux, et s'il aime la façon hellène de penser que le travail n'est pas tout dans la vie, il manque à ses hôtes la réactivité de la jeunesse argentine. *« Ici, la crise, c'est toujours la faute de quelqu'un d'autre. »*

Selon lui, en quittant la zone euro, en répudiant sa dette, le pays, dont la valeur totale des exportations ne couvre encore que la moitié des importations, pourrait même être confronté à des pénuries de produits de première nécessité. A moins que ceux-ci ne soient vendus à un prix déraisonnable. Les Grecs pourraient alors vivre des années *« avec des salaires bulgares et des prix bruxellois »*, pour reprendre l'expression d'Alexis Tsipras, leader de Syriza, la gauche radicale en Grèce. ■

CLAIRE GATINOIS